

Brochure n° 3279

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1801. – SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE**

**AVENANT N° 40 DU 28 FÉVRIER 2018**  
**RELATIF AUX FRAIS DE DÉPLACEMENT CONCERNANT LES SALARIÉS**  
**PARTICIPANT AUX RÉUNIONS CPPNI OU PRÉPARATOIRES**

NOR : ASET1850768M  
IDCC : 1801

Entre :

SNSA,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FAA CFE-CGC ;

FBA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les parties signataires conviennent que la revalorisation de l'indemnisation des salariés participants aux réunions paritaires ou préparatoires n'est plus intégrée dans la négociation annuelle sur les salaires mais est traitée dans un avenant distinct.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Réunions paritaires, préparatoires et frais de déplacement*

Le 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 7 *f* « indemnisation des salariés » de la convention collective nationale modifié par l'avenant n° 38 portant révision de l'article 7 sur les réunions paritaires et l'annexe 2 de la CCN est revu comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Autres dépenses liées au déplacement :

- frais de restauration : remboursement dans la limite des frais réels plafonnés à 26,68 € par repas ;
- frais d'hébergement : remboursement de la nuitée et du petit déjeuner dans la limite des frais réels plafonnés à 110,23 € par jour pour Paris et province.

Conformément à l'accord CPPNI, ces montants sont revalorisés chaque année en janvier, sur la base des indices INSEE :

- 1 111 restaurants, cafés et établissements similaires ;
- 1 120 services d'hébergement.

À compter de 2019, la revalorisation des dépenses liées aux déplacements, selon les indices INSEE 1111 et 1120 fera l'objet d'une note du SNSA à l'attention des entreprises appliquant la CCN de l'assistance pour application.

## **Article 2**

### *Date d'effet*

Le présent avenant entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

## **Article 3**

### *Dépôt légal et extension*

Les signataires s'engagent à effectuer dès signature les démarches nécessaires au dépôt légal et à l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 28 février 2018.

(Suivent les signatures.)